

Débat d'orientations budgétaires 2023

Conseil municipal du 28 novembre 2022



Intervention de Monsieur le Maire

Chers collègues,

Chaque année nous le dénonçons. Chaque année nous alertons.

Chaque année il devient de plus en plus difficile d'équilibrer le projet de budget communal.

Mais cette année, je pense que nous battons tous les records d'adversité, au point que la menace est devenue réelle de voir notre capacité à agir se réduire à peau de chagrin.

Peut-être pas dès 2023, nous espérons encore pouvoir résister en jetant dans la bataille nos dernières ressources, mais sans doute aussitôt après si toutefois nous continuons à affronter le même mépris, le même manque de solidarité et de bienveillance des gouvernements à l'égard des collectivités locales.

Le contexte dans lequel ce débat budgétaire a lieu, tout le monde le connaît pour le vivre dans son quotidien.

C'est celui de la flambée de l'inflation qui fait exploser les tarifs de l'énergie, des carburants, de l'alimentaire ou de nombreuses matières premières comme le papier.

En moyenne, nos dépenses courantes de fonctionnement, hors personnel, seraient en évolution de 31% entre les budgets 2022 et 2023 sans action de la Municipalité. Grâce à nos actions, nous essayerons de contenir la progression aux alentours de 17%.

Et je parle ici d'une moyenne, car pour certains postes, les surcoûts provoqués par l'inflation atteignent 50 à plus de 100% comme pour l'électricité : +108%, le carburant : +58%, certaines denrées alimentaires comme le poisson : +50%, ou encore le papier : +54%.

La seule consolation est de savoir que, grâce à certains choix pertinents et visionnaires opérés à Gonfreville l'Orcher, cette facture de l'inflation est légèrement moins pire qu'ailleurs. C'est vous dire...

J'évoque ici la création de la chaufferie bois sans laquelle notre facture énergétique nécessiterait 100.000 Euros supplémentaires, la création de la cuisine centrale, le plan d'économie d'énergie engagé sur nos bâtiments etc...

Il n'empêche, l'inflation vient saper un pan entier de notre budget, sans aucun bouclier ou aide particulière de l'Etat. Le montant budgétaire mobilisé pour l'inflation équivaut au montant qui est habituellement consacré à notre autofinancement. Donc à nos investissements sur le territoire.

Je rappelle d'ailleurs au passage que nous sommes privés de Dotation Globale de Fonctionnement depuis 7 ans et que nous sommes rançonnés pour acquitter sur nos recettes fiscales une contribution forcée au titre du déficit de l'Etat. Deux mesures qui nous coûtent 2,1 Millions d'euros chaque année.

Sur ce premier point, il m'apparaît indispensable de consigner dans ce débat que cette surinflation n'a rien d'inéluctable, et qu'il est malhonnête de la mettre sur le compte de la guerre en Ukraine.

Cette inflation c'est d'abord la conséquence directe des logiques libérales développées dans l'économie sous l'impulsion des Droites, à Paris et à Bruxelles.

- La privatisation et la dérégulation du secteur de l'énergie ;
- L'absence de maîtrise publique et donc d'anticipation des besoins fondamentaux de la société en sortie de crise Covid ;
- La spéculation qui sévit dans nombre de secteurs de la part de profiteurs de crise qui l'utilisent pour s'enrichir davantage.

Voilà ce qui arrive quand on laisse les marchés commander.

Et lorsque la situation devient intenable, plutôt que de reprendre les commandes :

- Par la réforme du secteur de l'énergie ou sa renationalisation qui permettrait d'en revenir à des tarifs encadrés, régulés ;
- Par la taxation dissuasive des superprofits ;
- Ou encore par le blocage des prix ou la baisse de TVA sur les produits de première nécessité ;

L'Etat vient faire des chèques sur le budget de la Nation, sans rien prendre dans les poches de ceux qui ont créé cette situation et continuent d'en tirer profit.

Des chèques comme on offre l'aumône aux foyers, et des chèques plus conséquents ceux-là pour des entreprises clés qui ne peuvent plus produire face aux coûts de l'énergie et de certaines matières premières.

Et toujours pas de chèque pour les collectivités priées de se débrouiller. Enfin sauf pour celles qui ne peuvent plus du tout assumer parce que, évidemment, une commune qui ne pourrait pas voter son budget, ça ferait tache et cela donnerait trop de travail à l'Etat qui deviendrait sa tutelle.

Alors se débrouiller, cela consiste à faire ce que nous faisons depuis des semaines : tenter de faire entrer des carrés dans des ronds pour éviter l'insupportable, réduire nos services. Fermer des équipements. Baisser notre niveau d'intervention auprès de nos concitoyens, de nos associations.

Vous le savez, de nombreuses communes ont déjà dû s'engager dans ces voies.

Et vous le savez, puisque nous l'avons décidé ensemble il y a quelques semaines, nous nous refusons de rogner sur nos politiques d'accompagnement des habitants. Ils ont besoin de leur commune. Ils comptent sur nous. Nous resterons présents.

Les crises successives que nous affrontons renforcent encore plus le besoin de proximité, d'accompagnement humain, de soutien. A mesure que la présence

de l'État recule dans nos territoires, les services publics locaux, mis en œuvre par les collectivités, sont d'autant plus indispensables.

Soutenir les plus fragiles, accompagner la petite enfance, nourrir nos enfants dans les cantines scolaires, investir dans des équipements pour permettre le développement de la pratique sportive par le plus grand nombre, etc. Ces politiques mises en œuvre dans nos collectivités sont utiles à la population, nous voulons pouvoir continuer de les mener.

Alors on continue jusqu'au bout, à identifier des solutions, à faire d'autres choix qui, s'ils ne seront pas sans conséquence, au moins préserveront l'essentiel. L'essence même des politiques publiques mises en œuvre localement.

Et on continue à se battre pour obtenir notre dû auprès d'un gouvernement déconnecté des réalités. Pour cela nous avons besoin du renfort des habitants, des associations, des agents publics.

D'où la campagne organisée depuis le début de la semaine dernière :

« Mon service public local j'y tiens, alors face aux crises, à l'inflation, je soutiens ma commune ! ».

Ce gouvernement des riches n'entend que le rapport de force. Il nous appartient tous de lui imposer nos nécessités.

Car ne nous y trompons pas, chacun doit en avoir bien conscience, et il faut l'expliquer sans cesse :

Ce que subissent les collectivités locales, à travers cette inflation, à travers aussi le refus de l'État de nous accompagner dans la nécessaire et encore insuffisante revalorisation du traitement de nos agents, ou encore à travers la baisse de nos dotations arrange bien le gouvernement.

Les exemples se succèdent depuis 10 ans. Progressivement les politiques décidées à l'encontre des collectivités locales visent à nous affaiblir pour nous ôter notre capacité à agir localement.

Ah si toutes les communes de France devaient être contrainte à appliquer les mêmes politiques au rabais, se contentant d'accompagner les décisions et choix de l'Etat !

C'est de cela dont il s'agit.

Il y a quelques années, nous maîtrisions, notamment grâce aux 4 impôts locaux dont nous fixions les taux annuellement pour financer nos programmes validés démocratiquement dans nos communes, 26% des recettes réelles de fonctionnement.

Aujourd'hui c'est moins de 8%. Pour le reste nous sommes tributaires de décisions du gouvernement et de décisions de l'intercommunalité sur lesquelles certes nous pouvons encore peser. Sauf que l'intercommunalité est elle-même tributaire pour 50% de ses recettes des décisions de l'Etat.

La boucle est bouclée. La libre administration des communes, principe fondateur de notre République, est fortement touchée.

D'autant que dans le même temps, il est nous imposé de devoir compenser au mieux la perte de pouvoir d'achat des agents publics.

Pendant 10 ans, les gouvernements successifs se sont refusés à augmenter le point d'indice servant au calcul de leur rémunération principale. Ce gel a déjà entraîné une perte de pouvoir d'achat. Et cette année, sous la pression de l'inflation le gouvernement a consenti une revalorisation insuffisante de 3,5% au 1^{er} juillet sans bien entendu contribuer à son financement.

Résultat, nous avons du utiliser le mécanisme du Régime indemnitaire, c'est-à-dire la partie secondaire et accessoire de la rémunération puisqu'il s'agit de primes dépendantes de la collectivité pour accompagner nos agents dans leur besoin de revalorisation salariale.

Ainsi, en 2017, la partie de la rémunération des agents dépendant du régime indemnitaire local représentait en moyenne 1/5^e de leur rémunération totale.

En 2022, elle représente ¼ de cette rémunération.

Ces deux éléments, la revalorisation du point d'indice et la suite des effets du régime indemnitaire contribuent au 9% d'augmentation du budget du personnel entre 2021 et 2022.

Pourtant vous le savez, nous le dénonçons régulièrement, le premier poste budgétaire de la Nation est désormais concentré sur les aides aux entreprises, donc au soutien aux profits, très loin devant l'éducation ou la santé.

Illustration concrète : l'exonération de 50% de la taxe foncière pour les entreprises depuis 2021 et la suppression de la Taxe d'Habitation nous a enlevé 7 Millions d'euros sur notre budget entre 2020 et 2023. 19% de moins sur nos recettes issues des impôts et taxes.

Nous avons perdu $\frac{3}{4}$ de notre pouvoir sur la fixation des recettes fiscales.

Au-delà de ce préjudice considérable, c'est bien le lien de solidarité entre le tissu économique et son territoire d'accueil qui se perd.

J'ai conscience de la noirceur de cette contribution à notre débat. Mais l'heure est grave.

Cependant, en démocratie, le dernier mot appartient toujours au peuple. C'est à lui de s'en mêler et de peser.

Quant à nous, il nous faut résister sans jamais perdre de vue l'essentiel.

Il nous reste deux semaines pour équilibrer notre budget 2023 et aller chercher les deux millions qui nous manquent à ce jour.

Je connais le sens des responsabilités mais également l'engagement dont font preuve les élus en charge d'un secteur municipal, celui de la Direction générale et des responsables de pôles et de services. Celui des agents communaux.

Nous y parviendrons mais en utilisant nos dernières ressources propres.

Dans un an, si rien ne change, ce seront des décisions bien plus douloureuses qu'il nous faudra prendre.

Je m'en voudrais de terminer sans des remerciements adressés à notre collègue Marc Guérin qui s'est fortement investi dans la préparation de ce débat annuel.

Et à notre responsable du service des finances, Salamata Coulibaly, ainsi qu'à notre Directrice Générale Adjointe, Sandrine Lo Fong.